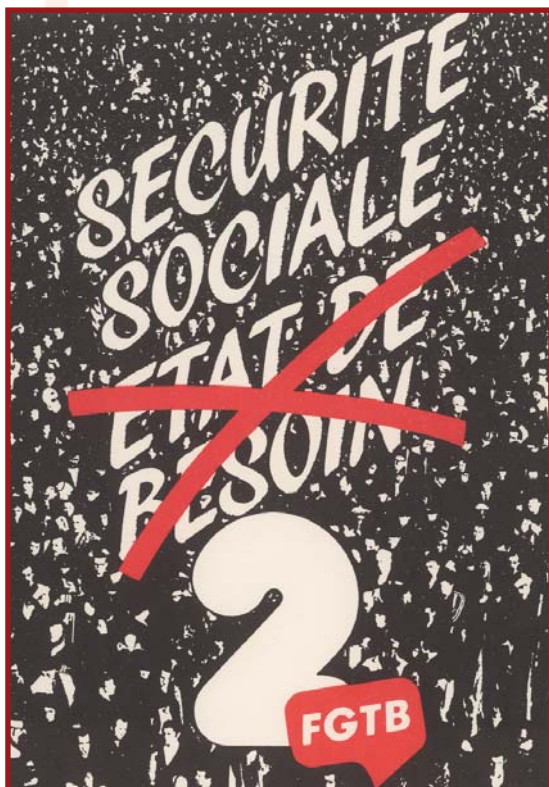


Recréer une nouvelle solidarité

Par **Marc Goblet***, Président de la FGTB Liège-Huy-Waremme



Affiche de la FGTB, 1983. Coll. IHOES (Seraing).

Début 2008, plusieurs millions de ménages américains se retrouvent dans l'incapacité de rembourser leurs emprunts hypothécaires. La politique de droite menée depuis huit ans sous la présidence Bush a fait des dégâts, principalement chez les salariés. Le revenu médian stagne depuis la fin des années 1990 alors que simultanément l'immobilier et les marchés financiers s'envolent, dopés par la dérégulation. Les services publics sont structurellement sous-développés et ce, particulièrement dans l'éducation et les soins de santé. La sécurité sociale publique s'est développée sur base du concept de charité. Elle n'offre qu'une couverture médicale partielle et n'est réservée qu'à certaines catégories de population : les pauvres, les retraités et les handicapés. La plupart des Américains sont assurés par leur employeur (60 %) ou par eux-mêmes (9 %). Près d'un américain sur sept n'est pas assuré contre des aléas de santé. La couverture médicale est répartie de manière très inéquitable entre les travailleurs. Elle est, par exemple, peu répandue dans les petites entreprises. Depuis les années 1980, une tendance lourde s'est installée. Le nombre de travailleurs couverts régresse tandis qu'une participation financière croissante est exigée. Désormais, seul un Américain sur six ne contribue pas personnellement à son assurance médicale. Tous les citoyens sont dès lors livrés à eux-mêmes et beaucoup s'enfoncent dans la pauvreté ne pouvant plus ni se soigner, ni se loger.

* D'une formation initiale en chauffage central et plomberie, Marc Goblet devient secrétaire à la Centrale générale de la FGTB Liège-Huy-Waremme en 1982, puis assurera successivement les rôles de vice-président puis de président à partir de janvier 2004. Parallèlement, il est élu au poste de président de la FGTB Liège-Huy-Waremme depuis décembre 2003. Enfin, il a également mené une carrière politique en tant que conseiller communal puis premier échevin à la commune de Herve ainsi que comme président de la Fédération verwiétoise du PS, mandats qu'il mettra de côté en 2003 pour se consacrer pleinement à ses responsabilités syndicales.

Cette insolvabilité de nombreux ménages va rapidement faire vaciller un monde financier qui parie sur le monde réel comme on joue au casino. Des bulles mobilières et immobilières éclatent un peu partout dans le monde ce qui donne le coup d'envoi à la plus grave crise économique d'après guerre. La plupart des pays développés ont déjà connu de multiples récessions jusque là : 1973-1974, 1981-1982, 1992-1993, 2000-2001 puis 2008-2009 et demain peut-être 2012. En outre, depuis le début des années 1990, c'est-à-dire depuis la vague de dérégulations des marchés financiers¹, près d'une crise profonde par année touche les pays en voie d'industrialisation. Cela montre, d'une part, que les marchés sont incapables de prévoir, d'éviter et/ou de juguler les crises et que, d'autre part, l'action des pouvoirs publics est trop timide pour garantir un développement constant, équilibré et soutenable du bien-être de leurs citoyens.

Depuis l'offensive néolibérale, début des années 1980, appuyée par une vision technocratique et dogmatique de la Commission européenne, la logique individualiste a lentement été imposée à chacun. Au niveau social, les gestionnaires de ressources humaines ont appliqué avec un soin particulier l'individualisation salariale, affaiblissant *de facto* la force de négociation collective des travailleurs. Dans de nombreux domaines de l'économie, la régulation a cédé la place à l'autorégulation, c'est-à-dire à l'absence de règles ou à la loi de la jungle. L'initiative privée a été sublimée au dépend de l'action publique, via la soumission de l'intérêt général au principe de libre concurrence. Le résultat est une formidable concentration de la valeur ajoutée et une extorsion des marges des services publics au profit des quelques grands capitalistes.

La solidarité a disparu y compris entre les États qui ont fondé l'Union européenne. Lors de la crise de 2008-2009, les États-membres ont réagi en ordre dispersé, trouvant tous les prétextes pour ne pas s'entraider. Les conditions imposées pour aider la Grèce, l'Irlande, l'Italie... sont symptomatiques d'une volonté de pointer du doigt et de punir les soi-disant mauvais élèves. Cette logique de responsabilisation ou plutôt de culpabilisation et d'exclusion oppose plus que jamais les Européens. En 1919, cette même logique, imposée à l'Allemagne par le traité de Versailles, fut le terreau du fascisme. En 2012, elle pourrait être le déclencheur d'une nouvelle récession économique et sociale mondiale.

Pourtant, en 2009, nous, FGTB, étions résolument optimistes. Après l'échec de près de trente années de politiques néolibérales et de modérations salariales, nous avons rassemblé nos réflexions dans un document intitulé : « Vaincre la crise par la solidarité ». Notre volonté était d'en revenir à une société plus juste basée sur la valeur du travail et des services publics plutôt que sur le crédit et les paris financiers. Nous n'avions cependant pas suffisamment mesuré à quel point l'individualisme et le repli sur soi étaient désormais ancrés dans notre société. Pire, nous n'osions sûrement pas encore penser que les crises à répétition n'étaient pas une conséquence malheureuse d'un mauvais fonctionnement du marché mais bien qu'elles étaient un rouage même du marché destiné à apporter des corrections économiques et sociales. Ainsi, rapidement, le « business » a repris dans l'indifférence la plus totale. On a travesti une crise sociale structurelle en une crise financière exceptionnelle. Mais le plus cynique tour de magie aura été d'imposer l'austérité à tous les États même aux plus vertueux via le Pacte de l'Euro-plus². Ce faisant, l'Europe s'est privée de toute politique de relance et va, au mieux, perdre de nombreuses années à se remettre de la précédente crise et, au pire, glisser lentement vers la prochaine.

¹ Le détricotage du cadre de fonctionnement des marchés financiers s'est réalisé par étape sans provoquer de remous. Il était fortement appuyé par un dogme économique qui voulait que « plus de marché » apporte « plus de prospérité ». Le premier coup de canif a été de permettre aux banques de pouvoir investir à plus ou moins long terme l'épargne à court terme de leurs clients. Ensuite, la plupart des places boursières ont été privatisées et ouvertes à l'ensemble des capitaux mondiaux. Les barrières aux mouvements de capitaux ont été abolies ainsi que le contrôle des changes. Enfin, les législations de nombreux pays ont été assouplies afin d'attirer les capitaux étrangers créant autant de paradis fiscaux pour le grand capital.

² Ce pacte est une version édulcorée du « pacte de compétitivité » proposé par Angela Merkel et Nicolas Sarkozy début 2011. Il devrait s'appliquer aux pays de la zone euro « plus » quelques autres États-membres de l'Union européenne. Il engage les gouvernements à se conformer à une politique rigoureusement de droite quels que soient les futurs résultats des urnes et de la concertation sociale. En clair, les politiques des différents États seront évaluées deux fois par an par la Commission européenne. Les États qui ne respecteront pas strictement les critères de déficit public et de dette publique devront s'acquitter d'une amende et seront contraints à revoir leur politique en accord avec la Commission européenne, sous peine de voir leur amende augmentée. Le pacte est injuste en ce sens qu'il touche principalement les travailleurs, que cela soit au travers de leurs services publics, leur sécurité sociale ou même encore leurs mécanismes de négociation salariale. Il réduit ainsi la compétitivité aux seuls salaires. Les propositions qu'il contient signifient à terme l'accroissement de la flexibilité, le démantèlement des protections contre les licenciements, des négociations collectives et de l'indexation des salaires.

C'est dans cette atmosphère que nous avons voulu recréer des magasins du peuple un peu à l'image de la création, il y a 50 ans, de la Clinique André Renard. Rappelons-nous qu'en 1958, alors même qu'une sécurité sociale est mise en place depuis une dizaine d'années, la FGTB et la FMSS s'inquiètent de l'accès toujours trop restrictif de la classe ouvrière aux soins de santé. Elles décident alors de mettre leurs forces en commun au sein de l'association des Fonds et Services sociaux afin de proposer une médecine gratuite et de pointe en périphérie de Liège. Elles mettent dès lors en place une offre globale de soins de santé regroupant les Pharmacies du Peuple, les polycliniques existantes puis, en 1961, en fondant la Clinique « Relève-toi » renommée ultérieurement « André Renard ».



Coopérative C. Populaire.
Coll. FGTB-Centrale générale.

En 2009, c'est une logique similaire qui a guidé notre action. Nous sommes partis du constat que de plus en plus de citoyens éprouvaient des difficultés à accéder à une alimentation de qualité à un prix adapté à leur pouvoir d'achat. Nous voulions en outre recréer le lien entre les produits régionaux et leurs consommateurs. Pour diverses raisons, l'initiative n'a pas été couronnée de succès mais nous ne baissons pas les bras. Plus que jamais, nous sommes persuadés que face à la loi de la jungle et des profits pharaoniques des capitalistes, l'action commune socialiste doit prendre ses responsabilités en proposant de nouveaux services de qualité à la population.

Une prochaine étape pourrait être franchie avec la création d'une banque au service des citoyens et du développement régional. Elle pourrait prendre une forme publique ou associative. Elle se positionnerait comme une alternative aux banques traditionnelles pour l'épargnant ou l'emprunteur mais pourrait également servir d'aiguillon au marché. Elle serait attentive aux besoins de l'économie locale et régionale plutôt que d'investir massivement dans la délocalisation ou dans des produits structurés complexes qui ne sont que le déguisement de vulgaires paris de casino.

De même, dans les soins de santé mais pourquoi pas aussi dans l'accueil des personnes âgées, nous restons persuadés qu'il existe encore de nombreuses opportunités d'action. Lorsque l'on regarde en arrière, nous pouvons être fiers des 50 ans d'activité de la Clinique André Renard. Elle a largement atteint son objectif de médecine de qualité accessible à tous. D'ailleurs, si, aujourd'hui, on nous demandait si nous reprendrions les mêmes engagements que lorsque nous avons créé l'association des Fonds et Services sociaux il y a plus d'un demi-siècle ? Nous répondrions : « Plus que jamais, nous le referions ! »

À l'heure où les marchés montrent leur inefficience et leur cynisme envers les classes laborieuses et où les pouvoirs publics ne disposent pas de moyens pour jouer complètement leur rôle de rééquilibrage de l'économie, nous devons réinventer un nouveau socialisme d'action, d'intervention et d'innovation, loin du laisser faire de la sociale démocratie. Si les marges de manœuvre semblent étroites au niveau politique, l'action commune ne doit pas hésiter à créer elle-même les outils d'une société juste et durable. Ce n'est ni l'économie libérale, ni les pouvoirs publics, remis en cause par le dogme de la concurrence, qui le feront à notre place. C'est pour cela que, depuis 50 ans, nous continuons à investir dans la Clinique André Renard.



Clinique André Renard, 2007.
Coll. IHOES (Seraing), Fonds Réseau Solidaris.

Septembre 2011.